



Date de dépôt : 1^{er} octobre 2025

Rapport du Conseil d'Etat

au Grand Conseil sur la motion de Vincent Subilia, Joëlle Fiss, Alexis Barbey, Thierry Oppikofer, Philippe Meyer, Geoffray Sirolli, Véronique Kämpfen, Jean-Pierre Pasquier pour des camps de ski en faveur de toutes et tous, une pratique saine et démocratique à encourager dans un pays alpin

En date du 21 mars 2025, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une motion qui a la teneur suivante :

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que le ski alpin constitue une « discipline sportive nationale » dans notre pays, dont le relief alpin favorise la pratique ;*
- que la proximité de domaines skiables devrait permettre à chacune et chacun d'en bénéficier ;*
- que la pratique du ski est bénéfique pour la santé, et devrait être encouragée en particulier pour les enfants, dont l'absence d'exercice physique est souvent relevée ;*
- que le coût de ce sport – qui se devrait populaire – constitue un frein à son exercice démocratique ;*
- que les invitations à la pratique du ski dès le plus jeune âge font largement défaut en milieu scolaire,*

invite le Conseil d'Etat

- à encourager les responsables d'établissements scolaires à organiser annuellement des camps de ski alpin, permettant à chaque élève de pratiquer ce sport de premier plan ;*
- à identifier toutes autres mesures de nature à favoriser cette pratique au sein des établissements scolaires, y compris sur le plan financier.*

RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Contexte

Des camps scolaires, camps sportifs et plus précisément camps de ski, sont organisés depuis des décennies pour les élèves des écoles genevoises par le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP). Les camps de ski constituent une expérience scolaire profitable et souvent mémorable. Ils répondent à plusieurs objectifs du plan d'études romand (PER), notamment dans le domaine de l'éducation physique. Certains élèves apprennent à skier lors de ces camps, tandis que tous approfondissent leur pratique. Le Conseil d'Etat réaffirme d'emblée son attachement et son soutien à leur organisation.

En 2023-2024, pour les années de scolarité 6P à 8P du primaire et les classes intégrées de l'office médico-pédagogique (OMP) dans les écoles régulières, quelque 701 classes sont parties en camp. Concernant les classes de l'enseignement primaire régulier, il est constaté que 93% des classes partent en camp. En moyenne, on constate un taux de camps de ski représentant 25% des camps du primaire (y compris les classes intégrées de l'OMP).

Au cycle d'orientation (CO), 465 classes, toutes années de scolarité confondues, sont parties en camp en 2024, soit 63% des classes du canton. Parmi celles-ci, 183 sont parties en camp de ski, soit 39%. S'agissant des classes de 10^e année en particulier – année de scolarité concernée par les camps sportifs – 70% ont pris part à des camps de ski, et 15% à d'autres types de camps sportifs. Ainsi, plus de 85% des élèves en 10^e année ont pu bénéficier d'un camp sportif cette année.

Dans l'analyse de ces résultats, il faut tenir compte du fait que le canton de Genève et sa population ne sont pas à proprement parler « alpins », et que les camps de ski, contrairement aux autres camps, ne peuvent avoir lieu que pendant 3 mois de l'année scolaire au maximum.

Compte tenu de ces éléments, les camps de ski tiennent proportionnellement une bonne place par rapport aux autres camps. La situation actuelle semble plutôt bonne, et il n'existe pas de tendance baissière du nombre de camps de ski.

Par ailleurs, le réchauffement climatique (et son accélération) menace certainement la pratique du ski. Il pourrait engendrer un raccourcissement de la saison, et donc l'obligation de concentrer encore la période pendant laquelle peuvent s'effectuer les camps de ski. Il faut préciser à ce propos que les maisons du DIP, utilisées par les écoles primaires pour les camps dits en gestion organisée, se situent dans des stations de basse ou moyenne altitude (Saint-Cergue, Morgins, Evolène), qui sont les plus exposées aux impacts du réchauffement.

Financement des camps de ski

L'arrêt du Tribunal fédéral 2C_206/2016 du 7 décembre 2017 établit que, dès lors que la participation au camp est obligatoire, seuls les coûts des frais alimentaires peuvent être mis à la charge des parents. Ainsi, la participation maximale demandée pour un camp de 5 jours est de 80 francs par élève (16 francs par jour).

Pour compenser la baisse de la participation parentale induite par l'arrêt du Tribunal fédéral précité, le Grand Conseil a voté en 2023 un budget de 5 500 000 francs pour les sorties scolaires de l'enseignement obligatoire.

Le budget voté est suffisamment élevé pour garantir à chaque élève du canton de bénéficier d'un camp de la 6^e à la 11^e année du CO. S'agissant des camps de ski particulièrement, une dotation supplémentaire de 90 francs au CO et de 65 francs à l'école primaire est prévue pour assurer la location de matériel de sports de neige (skis, casques, chaussures), dans le but d'assurer un matériel de qualité pour tous les élèves.

En outre, la plate-forme *GoSnow.ch*, que mentionne du reste la présente motion, s'est aussi progressivement développée. Elle propose désormais, et de plus en plus, des projets de camps de ski « clés en main » aux enseignantes et enseignants. L'offre d'échange linguistique *Deux im Schnee* comprend aussi la dimension du ski et fait l'objet d'encouragements et de financements.

Ces différents soutiens font des camps de ski les camps les plus soutenus financièrement par le canton. Les lignes budgétaires ne sont pas dépassées, et il ne remonte pas du terrain que financer un camp de ski serait une difficulté. En conclusion, il n'existe pas d'obstacles financiers, ni à la mise en place des camps de ski ni à la participation des élèves.

Actions entreprises et freins potentiels

L'organisation des camps de ski et leur bon déroulement sont à la charge des enseignantes et enseignants. Celles-ci et ceux-ci décident, sur une base volontaire, d'organiser un camp de ski. L'organisation – valable pour tout type de camp sportif – implique notamment : la préparation administrative du camp (organisation d'un transport, communication avec les élèves et leurs parents, recherche d'un hébergement pour les camps en gestion libre, location du matériel); la recherche d'accompagnantes et accompagnants pour encadrer les élèves; sur place, veiller au bon déroulement 24h/24h, avoir la responsabilité des élèves, veiller à leur sécurité et gérer tout imprévu (maladie, accident, discipline, etc.). A cet égard, la motivation du corps enseignant, de même que sa charge de travail, jouent un rôle déterminant dans le nombre de camps de ski organisés.

Le 21 novembre 2019, la Cour des comptes publiait le rapport n° 155 « Audit de légalité et de gestion – Camps de ski organisés par le DIP au cycle d'orientation ». La Cour des comptes relevait que « l'organisation des camps de ski repose avant tout sur la confiance et la bonne volonté des enseignants ». Elle soulignait « la motivation et l'engagement des collaborateurs rencontrés » et faisait remarquer qu'un cadre trop rigide « démotiverait les enseignants et entraverait l'organisation des camps scolaires ».

Dans son rapport, la Cour des comptes a édicté 9 recommandations à l'adresse du DIP. Pour y répondre, la direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) a notamment actualisé sa directive relative aux sorties scolaires du CO. Cette directive relie explicitement les camps aux objectifs pédagogiques du PER. Elle place également le cadre dans lequel les camps sont possibles dans le parcours des élèves du CO : les camps sportifs ont lieu en 10^e année, « ils ont pour objet d'initier les élèves à la pratique d'un sport ou de développer celle-ci dans la connaissance et le respect du cadre environnemental. Leur durée n'excède pas cinq jours. » Ce lien avec les objectifs du PER est régulièrement rappelé au personnel enseignant. Dans ce contexte, on relèvera que si la participation des élèves aux camps organisés dans le cadre scolaire est obligatoire, il n'existe pas pour le corps enseignant d'obligation de les organiser.

Pistes d'action pour le futur

Au vu des invites de la présente motion, le DIP propose différentes mesures pour favoriser l'organisation de camps de ski.

Renforcer la communication

Des démarches proactives peuvent être menées auprès des établissements et du corps enseignant pour promouvoir les camps de ski. Les objectifs pédagogiques de ces camps ainsi que les informations liées à leur organisation peuvent être rappelés par la DGEO lors des séances de rentrée scolaire. Les camps de ski peuvent aussi être mis en avant dans les séances consacrées à l'accueil des nouvelles enseignantes et des nouveaux enseignants, au début de leur carrière, de sorte à favoriser la perpétuation de ces pratiques.

Faciliter l'accès à l'information

Une réflexion peut être menée sur la mise à disposition en tout temps des informations pour le corps enseignant. La DGEO s'est déjà efforcée de mettre à la disposition du corps enseignant un *Guide pratique Camps de ski au CO – Gestion financière et sécurité*, qui donne aux enseignantes et enseignants toutes les clés de cette organisation sur les plans financier et administratif.

Pour aller un pas plus loin dans cette direction, le secteur des camps scolaires de l'office cantonal de l'enfance et de la jeunesse (OCEJ) est actuellement en train d'élaborer un catalogue numérique regroupant les lieux possibles pour les camps de ski en gestion libre pour l'enseignement primaire.

Développer davantage de partenariats avec des maisons hôtes, des hôtels et l'Ecole suisse de ski

L'organisation de camps « clés en main » incite fortement le corps enseignant à partir avec leur classe.

Dans la mesure où les maisons du DIP, gérées par l'OCEJ, sont en nombre limité, et qu'il n'est pas prévu d'en acquérir de nouvelles, le développement de partenariats avec des lieux appropriés – maisons hôtes ou hôtels – constitue une piste de développement de l'offre, notamment pour les camps dits en gestion libre à l'école primaire. Ce travail devrait être mené par le service des camps scolaires de l'OCEJ. Cependant, il n'est pas réalisable sans ressources supplémentaires.

De même, l'encadrement du camp par du personnel qualifié de l'Ecole suisse de ski, notamment pour enseigner le ski aux débutantes et débutants, décharge fortement les enseignantes et enseignants. Bien que nombre d'entre elles et nombre d'entre eux disposent d'une qualification *Jeunesse+Sport*, pour laquelle des efforts de promotion sont également déployés, la présence de l'Ecole suisse de ski rassure, soulage et incite donc à partir en camp. Le DIP propose là aussi de favoriser ce partenariat pour consolider l'encadrement des camps de ski.

Développer le programme « Deux im Schnee »

Le programme de camp de ski bilingue *Deux Im Schnee*, à l'initiative des cantons de Genève et de Berne et réalisé dans l'Oberland bernois, couple l'échange linguistique à la pratique du ski entre élèves romands et élèves alémaniques. Le comité de pilotage inclut les 2 cantons concernés, l'initiative suisse pour les sports de neige *GoSnow* et l'agence nationale *Movetia*. Ce comité prend en charge tout l'encadrement organisationnel, logistique et budgétaire du camp, et procède aux jumelages des classes qui s'y inscrivent. Les élèves ont 2 heures d'activités pédagogiques par jour, suivies par les cours de ski encadrés par l'Ecole suisse de ski de Gstaad. Les enseignantes accompagnantes et enseignants accompagnants sont au minimum une enseignante ou un enseignant d'allemand, respectivement de français.

En 2024-2025, 465 élèves de 15 classes ont pu en bénéficier. Ces élèves provenaient de 9 établissements. Le DIP ambitionne de trouver 2 classes supplémentaires par année et d'augmenter aussi le nombre d'établissements desquels les élèves proviennent afin d'avoir une composition plus représentative.

Le DIP, convaincu par les plus-values sportives et linguistiques de ce programme, souhaite le déployer davantage. L'objectif défini est l'augmentation de participation de 2 classes par année et une représentation minimale d'une classe par CO. Un lien doit ici être fait avec la motion 3014 « *Pour promouvoir l'apprentissage des langues nationales et alléger les tâches administratives des enseignantes et des enseignants en la matière* », dont l'issue pourrait aussi être de viser à favoriser le déploiement de *Deux im Schnee*.

Les coûts réels du camp (environ 650 francs par participante ou participant) sont pris en charge par les soutiens de la Confédération dans le cadre des programmes suisses *Erasmus+* pour la promotion des échanges, les cantons (et/ou communes car cette tâche peut dans certains cantons leur incomber), des fondations privées, la commune de Gstaad-Saenenland et un solde parental (80 francs). Par élève, il coûte finalement 350 francs.

Inviter des championnes et champions de ski dans le cadre du projet « 1 école – 1 athlète »

Le projet *1 école – 1 athlète* a été mis en place en 2017. Ce programme met en relation pendant une partie de l'année scolaire des classes de l'enseignement primaire (8P) avec une ou un athlète membre de *Team Genève*. Les athlètes issus du ski sont nombreux : Sarah Höfflin (ski freestyle), Margaux Dumont (skicross), Tanguy Nef (ski), Déborah Marti (ski alpinisme), Sixtine Cousin (skicross), Adrien Vaudaux (ski freestyle) et Jérémy Finello (biathlon).

Dans la mesure où la présente motion entend, *in fine*, promouvoir le ski en tant que pratique sportive, le DIP peut encore davantage promouvoir les rencontres entre les athlètes du ski et les classes de 8P du canton. Une présentation positive de ce sport par les athlètes concernés a certainement pour effet de donner un sens à l'apprentissage de ce sport, et donc à la perspective de partir en camp pour l'apprendre et le pratiquer.

Compte tenu ces éléments, le Conseil d'Etat estime que la pratique du ski est déjà largement encouragée grâce aux camps de ski organisés tant à l'école primaire qu'au CO. Il considère que les pistes d'actions présentées dans le présent rapport permettront encore de favoriser cette activité sportive chère à notre pays.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

Le président :
Thierry APOTHÉLOZ